



OBJET : REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT COURS DU LUZARD, CHEMIN DE LA FONTAINE AUX COULONS ET ROUTE DE MALNOUE POUR DES TRAVAUX DE TIRAGE DE CABLE FIBRE OPTIQUE

Le Maire de Champs-sur-Marne,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L2212-2 et L.2213-1,

VU le Code de la Route, notamment les articles R.411-8 et R.411-25,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière, en vigueur en août 2009,

VU l'Arrêté municipal n°49 en date du 06 mars 2008 relatif à la coordination des travaux de voirie,

VU la demande de l'entreprise ENSIO, pour le compte de l'entreprise SILICE FUSION, en date du 15 novembre 2024, d'arrêté réglementant le stationnement et la circulation pour des travaux de tirage de câble fibre optique, Cours du Luzard, Chemin de la Fontaine aux Coulons et route de Malnoue, du 02 au 20 décembre 2024,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses pouvoirs de police, le Maire est chargé du bon ordre, la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques ainsi que de la circulation et du stationnement,

CONSIDERANT que les travaux de tirage de câble fibre optique, effectués par l'entreprise SILICE FUSION, Cours du Luzard, Chemin de la Fontaine aux Coulons et route de Malnoue, vont perturber la circulation et le stationnement, ceux-ci doivent être réglementés afin d'assurer la sécurité des usagers et une bonne conservation du domaine public,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'entreprise SILICE FUSION est autorisée à utiliser le domaine public pour effectuer des travaux de tirage de câble fibre optique Cours du Luzard, Chemin de la Fontaine aux Coulons et route de Malnoue, du 02 au 20 décembre 2024;

ARTICLE 2 : La signalisation et la protection des zones de chantier sont placées sous la responsabilité de l'entreprise SILICE FUSION titulaire des travaux. Elles seront effectuées conformément à la réglementation en vigueur, en particulier en matière de sécurité publique ;

ARTICLE 3 : L'entreprise SILICE FUSION prendra toutes les dispositions de façon à éviter toute gêne pour le passage des véhicules de transports en commun, des véhicules de ramassage des déchets ménagers et des véhicules de secours ;

ARTICLE 4 : Aux abords des chantiers de travaux de tirage de câble fibre optique:

- La vitesse sera limitée à 30km/h,
- Le stationnement sera interdit 15 mètres de part et d'autre du chantier,
- La circulation pourra être gérée en alternat ;

ARTICLE 5 : L'entreprise SILICE FUSION devra se conformer à la signalisation temporaire de chantier déjà mise place par les éventuels autres chantier,

ARTICLE 6 : Le présent arrêté n'est opposable aux usagers qu'une fois la mise en place de la signalisation réglementaire prévue par l'arrêté interministériel en vigueur ;

ARTICLE 7 : Toute contravention au présent Arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur, notamment tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article R.417-10 du Code de la Route ;


ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté qui sera inscrit au Registre des Arrêtés, et dont l'ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Commissaire de Police de Torcy,
- SILICE FUSION
- ENSIO.



Fait à Champs-sur-Marne, le 20 novembre 2024

Le Maire certifie que le présent extrait conforme au Registre des Arrêtés, dispensé de transmission au représentant de l'Etat, a été publié ou notifié le : 25/11/2024

Qu'il est donc exécutoire à compter de cette date.

Le Maire,

Maud TALLET



Le Maire,

Maud TALLET 

Le présent acte administratif peut être contesté par voie de recours devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et/ou de sa publication ou notification.
Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique télé-recours citoyen accessible sur le site internet www.telerecours.fr.